

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2019-2020

**COMITÉ
LOGEMENT
ROSEMONT**

TABLE DES MATIÈRES

Le Comité logement Rosemont est un organisme communautaire autonome mis sur pied il y a plus de 40 ans pour défendre et promouvoir les droits des locataires du quartier. L'organisme appuie le développement du logement social, véritable solution à long terme aux problèmes d'habitation de la population.

Le Comité logement Rosemont remercie tous ses bailleurs de fonds en particulier Centraide et le SACAIS.



5350, rue Lafond, Montréal (Québec) H1X 2X2
Téléphone : (514) 597-2581 Télécopieur : (514) 524-9813

info@comitelogement.org
www.comitelogement.org

MOT DE L'ÉQUIPE ET DU CA	4
PROMOTION DU DROIT AU LOGEMENT	5
SERVICE D'INFORMATION JURIDIQUE	10
DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT SOCIAL	13
CONCERTATION LOCALE	17
DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS	20
VIE ASSOCIATIVE	28
NOUVEAU FINANCEMENT	34
ANNEXE	35

Afin d'alléger la lecture du présent texte, nous avons utilisé le «Comité» pour le «Comité logement Rosemont».

MOT DE L'ÉQUIPE ET DU CA

Chers et chères membres, militantes et militants,

C'est avec grand plaisir et un sentiment de travail accompli que nous vous présentons ce rapport d'activités pour l'année 2019-2020. Ces sentiments sont évidemment assombris par la situation très particulière que nous vivons présentement en raison du coronavirus qui a obligé la fermeture prématurée de nos bureaux, le report de notre assemblée générale et qui a affecté, à des degrés divers, nos membres comme l'ensemble de la population du quartier. Nous avons évidemment une pensée spéciale envers les personnes qui ont été touchées plus durement.

La crise sanitaire provoquée par le coronavirus a entraîné une crise économique dont les effets risquent de durer plusieurs années. Ces deux crises sont venues se conjuguer à une autre que nous connaissions déjà, celle du logement. Selon les dernières statistiques de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à l'automne 2019, le taux d'inoccupation des grands logements familiaux n'était que de 0,1 % dans Rosemont-Petite-Patrie, alors que le taux d'équilibre est de 3,0 %. Le loyer moyen atteint maintenant 765 \$ par mois dans l'arrondissement, grimant jusqu'à 1195 \$ dans les logements de trois chambres à coucher et plus. De 2018 à 2019, la hausse des loyers a été de 4,5 %.

Le rôle du Comité logement Rosemont est plus important que jamais dans une telle conjoncture. Pour assumer toutes les responsabilités qui lui incombent dans ce contexte difficile, il sait toutefois qu'il peut compter sur l'implication de ses membres, de ses militantes et de ses militants. Leur engagement a une fois de plus été démontré, cette année, alors que le Comité a amorcé une lutte de longue haleine autour de la grande priorité décidée par l'Assemblée générale de juin 2019 : une campagne revendiquant 100 % de logements sociaux et de projets communautaires sur un terrain public du quartier. Malgré la fin abrupte des activités obligée par la pandémie, on peut considérer que cette campagne est déjà bien lancée et que les morceaux sont en place pour qu'elle reprenne de plus belle dès la rentrée de l'automne. Elle devrait nous révéler de belles surprises.

En 2019-2020, le Comité a par ailleurs poursuivi les luttes déjà entamées contre la gentrification du quartier, contre la location temporaire faite à des fins touristiques par le biais de plate-forme numérique de type Airbnb, contre les hausses de loyer... Les assemblées logement, les sessions de formation, les soirées ciné-logement, la fête de fin d'année, les publications, l'animation du site web et de la page Facebook ont été à nouveau au rendez-vous. Il en est évidemment de même du service d'information juridique très en demande dans un contexte de pénurie de logements locatifs où les droits des locataires sont systématiquement mis à mal. Le Comité est par ailleurs resté impliqué dans les luttes de ses deux regroupements nationaux, le FRAPRU et le RCLALQ, ainsi dans les diverses formes de concertation avec les autres groupes du quartier.

À l'interne, la permanence et le conseil d'administration ont poursuivi l'expérience de cogestion amorcée en 2018-2019. Une personne a par ailleurs pu être engagée pour s'occuper de l'accueil, grâce à un financement additionnel et ponctuel obtenu de Centraide.

Ce rapport d'activités vous présente plus en détail tout le travail accompli en 2019-2020 et que nous entendons poursuivre pour que le droit au logement devienne enfin une réalité pour toutes et tous.

En toute solidarité,

L'équipe et le conseil d'administration du Comité logement Rosemont

PROMOTION DU DROIT AU LOGEMENT

CAMPAGNES LOCALES

TERRAINS 100% COLLECTIFS

Lors de la dernière AGA, les membres ont voté comme priorité de «mettre sur pied une campagne revendiquant 100 % de logements sociaux et de projets communautaires sur un terrain public du quartier.»



Cette campagne a débuté par une tournée en autobus, avec une participation de plus de 40 personnes, afin de voir des sites publics potentiellement disponibles ainsi que des projets de logements sociaux réalisés ou en voie de l'être. La tournée a, entre autres, effectué des arrêts devant la coopérative La joie de Rosemont, projet en construction ; l'Espace 40ième/Beaubien, projet du PIC/Centraide ; les ateliers municipaux. Elle a fini son trajet sur le terrain de la Commission scolaire de Montréal (coin de Chambly et Sherbrooke). Ce site d'une énorme superficie est situé dans un secteur envahi par les condos. Suite à de graves problèmes de salubrité, la CSDM vide progressivement son bâtiment et la Société québécoise des infrastructures a maintenant mis la main sur ce terrain qui pourrait accueillir un magnifique projet de logements sociaux et initiatives collectives.

Les participantEs se sont réuniEs après cette activité et ont décidé de mettre sur pied un comité de coordination (CoCo). Lors d'un premier remue-méninges, ce comité a intitulé la campagne : "Pour des terrains 100 % collectifs !", puis il a collectivement déterminé les actions et activités à venir, incluant tout l'aspect promotionnel de la campagne.

Le CoCo est composé de plus d'une dizaine de personnes. Il y a eu deux rencontres jusqu'à présent.

Après avoir déterminé une série de tâches à faire et un échéancier, le CoCo a formé deux comités de travail. Un comité sur l'aspect promotionnel et l'autre sur les appuis (pétition et appuis des organismes).

Des contacts ont déjà été établis avec le Studio Cube de l'École de design de l'UQAM pour illustrer visuellement les projets qui pourraient être développés sur le site de prédilection de la campagne, le site de la CSDM.

Malheureusement, la crise du coronavirus a ralenti le processus, du moins en date de l'année financière finissant le 31 mars 2020.

ROSEMONT CONTRE LA GENTRIFICATION

Tout comme l'année précédente, le Comité a organisé le 22 mai 2019 une action contre la gentrification du quartier. Sous le thème « Assez d'être excluEs de nos quartiers! », le Comité, ses membres et militantEs ont investi le Quai de la 2e avenue, symbole de l'écogentrification de la Promenade Masson, et y ont installé un BBQ festif.



Hot dogs, musique, discours, témoignages et distribution de tracts d'information ont agrémenté cette activité ensoleillée. PassantEs et résidentEs interpellés par cet enjeu se sont arrêtés pour en savoir plus et pour échanger leurs inquiétudes, leur indignation, leurs expériences et leurs idées.

La gentrification de Rosemont entraîne, comme dans les autres quartiers de Montréal, la détérioration profonde du milieu de vie, la désintégration du réseau social, la multiplication des reprises de logement et évictions, la flambée des loyers et l'invasion de condos qui avec la prolifération de commerces huppés, obligent les locataires les moins nantis à migrer vers des quartiers éloignés.

Pourtant des mesures simples peuvent être appliquées : l'instauration d'un véritable contrôle des loyers, l'interdiction des conversions en condos indivis, la restriction des reprises de logement et des évictions, l'instauration d'une politique de réserve et d'achat de sites pour du logement social, l'interdiction des plates-formes touristiques de type Airbnb.

Plus de 80 personnes ont participé au BBQ Festif du 22 mai. Ensemble, nous avons débattu des constats désastreux de la gentrification dans le quartier et des solutions à la portée de l'Arrondissement et de la Ville pour freiner ce phénomène catastrophique pour les locataires à faible et modeste revenu.

ACTIVITÉS GRAND PUBLIC

DROIT AU LOGEMENT ET CRISE CLIMATIQUE

Le 27 février dernier, le Comité organisait conjointement avec le FRAPRU une assemblée publique intitulée Droit au logement et crise climatique. Cette activité animée par Catherine Lussier permanente du FRAPRU a attiré une cinquantaine de personnes du quartier.

La fonte du pergélisol, les inondations et tornades, les températures extrêmes ne sont que quelques exemples des changements climatiques qui affectent de plein fouet les locataires à modeste et faible revenu. Un exemple frappant sont les ménages qui n'ont pas trouvé à se reloger après la destruction de leur logement suite aux inondations du printemps 2019.

Cette assemblée a permis d'entamer la réflexion sur l'élaboration de revendications pour que le droit au logement ne soit pas le parent pauvre de la lutte aux changements climatiques. Échanges inspirants et prises de parole dynamiques ont agrémenté cette activité. En raison de la pandémie, les autres activités de sensibilisation prévues n'ont pas pu avoir lieu.

MAGASIN PARTAGE

Encore une fois cette année, le Comité logement a contribué à la bonne marche du magasin partage. Deux employés se sont portés volontaires pendant cet événement de trois jours qui a desservi 391 ménages du quartier, sans compter la présence de quelques membres qui ont pris l'initiative de donner de leurs temps.

ATELIERS DE FORMATION

Le Comité logement a continué son travail d'éducation populaire. Les ateliers et formations que nous offrons sont pour beaucoup de nos membres et militantEs la porte d'entrée du Comité logement. C'est après avoir suivi un atelier sur le logement social que l'on peut s'inscrire comme requérantE.

Cette année, nous avons tenu dans nos locaux 16 sessions d'information sur le logement social, qui ont accueilli un total de 146 participantEs. Nous avons malheureusement dû annuler le dernier atelier de l'année en raison de la fermeture de nos locaux.

Nous offrons également des ateliers auprès de groupes, organismes et collectifs qui en font la demande. Des ateliers sur les droits des locataires ont été donnés à l'externe et ont rejoint une cinquantaine de personnes. Nous en avons donné deux à la Maisonnée, un à la Bibliothèque de Rosemont, un à la Place Basile-Patenaude et un à Médiation citoyenne.

De plus, nous avons, à la demande de nos partenaires de l'AQDR-Rosemont, construit une conférence/formation qui couvrait plus spécifiquement les droits des locataires aînés. Cette activité a accueilli une vingtaine de personnes et s'est déroulée dans les locaux de l'Espace 40ième/Beaubien. Finalement, nous avons aussi tenu deux ateliers mixtes «droits 101/logement social» qui ont accueilli au total 35 personnes.

Thème	Lieu	Nombre	Personnes
Logement social	Centre Lapalme	16	146
Droits des locataires	La Maisonnée	2	30
Droits des locataires	Bibliothèque	1	10
Droits des locataires	Place Basile-Patenaude	1	5
Droits des locataires	Médiation citoyenne	1	5
Droits des locataires aînés	l'Espace 40ième/Beaubien	1	20
Mixte	Imprime-Emploi	2	35

PUBLICATIONS

PUBLICATIONS RÉGULIÈRES DU COMITÉ

- Bulletin d'information des membres Le Baux Fixes – 3
- Cahier de la Table des requérantEs – 4
- Articles et calendrier des activités sur le site Internet – mises à jour régulières
- Napperon de l'Assemblée logement – 5

PUBLICATIONS DES PARTENAIRES

Annonces périodiques dans Les Brèves, bulletin mensuel d'information de la CDC Rosemont
Annonces périodiques dans le journal de Rosemont-La Petite-Patrie et sur Arrondissement.com

SITE INTERNET

Notre site internet comitelogement.org est mis à jour hebdomadairement et totalise 5 374 visites pour un total de 18 454 pages consultées en 2019-2020.

PAGE FACEBOOK

Le Comité logement Rosemont a franchi cette année le cap des 1000 mentions « j'aime ». De 951 au 1er avril 2019, nous en sommes maintenant à 1239 mentions « j'aime ». Nos publications ont eu une certaine portée, avec une couverture totale de 44 539 vues. Après les offres d'emploi, la publication qui a suscité le plus d'intérêt était le lancement officiel de la campagne pour des terrains 100% collectifs, qui a rejoint plus de 2000 personnes. Les photos de l'action improvisée à Montréal pendant la tempête, en solidarité avec la Caravane du FRAPRU, ont rejoint près de 1000 personnes. Autres sources d'intérêt : pénurie de logements et 1er juillet, lutte contre les évictions et Airbnb.

REVUE DE PRESSE

9 mai 2019 : « Une marche contre les Airbnb « illégaux » paralyse une partie de l'avenue Mont-Royal », par Zacharie Goudreault, Journal Métro <https://journalmetro.com/actualites/2319493/une-marche-contre-les-airbnb-illegaux-paralyse-une-partie-de-lavenue-mont-royal/>

9 mai 2019 : « Des manifestants dénoncent Airbnb à Montréal », par Janie Gosselin, La Presse <https://www.lapresse.ca/actualites/grand-montreal/201905/09/01-5225419-des-manifestants-denoncent-airbnb-a-montreal.php>

9 mai 2019 : « Manifestation contre Airbnb à Montréal », par Béatrice Roy-Brunet, TVA Nouvelles. <https://www.tvanouvelles.ca/2019/05/09/manifestation-contre-airbnb-a-montreal>

18 juin 2019 : « Coopérative dans Rosemont : du logement social arrive à grands pas », par Emmanuel Delacour, Journal de Rosemont – La Petite-Patrie <https://journalmetro.com/local/rosemont-la-petite-patrie/2337630/cooperative-dans-rosemont-du-logement-social-arrive-a-grands-pas/>

6 novembre 2019 : « Logement : Valérie Plante ne mérite pas encore la note de passage », lettre d'opinion, La Presse <https://www.lapresse.ca/debats/opinions/201911/05/01-5248477-logement-valerie-plant-ne-merite-pas-encore-la-note-de-passage.php>

11 novembre 2019 : « Légaliser le dépôt de garantie serait une grave erreur », lettre d'opinion, Journal Le Soleil <https://www.lesoleil.com/opinions/point-de-vue/legaliser-le-depot-de-garantie-serait-une-grave-erreur-zoddaede2a8faf35a74ae7137417353d>

19 décembre 2019 : « Moratoire sur les conversions en condos », Journal de Rosemont – La Petite-Patrie <https://journalmetro.com/local/rosemont-la-petite-patrie/2407999/moratoire-sur-les-conversion-en-condos/>

REPRÉSENTATION AUPRÈS DES ÉLUES

CONSEILS D'ARRONDISSEMENT

Le Comité logement Rosemont était présent à deux conseils d'arrondissement cette année. Le 6 mai 2019, sept membres ont assisté à la séance ou pour poser des questions à nos éluEs sur le logement social, Airbnb et les « rénovictions ». Le 4 décembre 2019, une délégation de quatre personnes du Comité a questionné nos éluEs sur le logement social et les sites publics du quartier et les procédures en matière d'intervention des inspecteurs municipaux.

Les pressions que divers comités logement ont faites auprès des éluEs municipaux ont porté fruit. Suite à nos visites et celle du Comité logement de La Petite-Patrie au printemps 2020, l'Arrondissement

semble prendre au sérieux la protection du parc de logements locatifs et compte mieux encadrer l'attribution de permis menant à des évictions pour agrandissement et subdivision. De plus, Airbnb est maintenant virtuellement interdit dans le quartier Rosemont!

PLAN D'ACTION LOCAL EN DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Le Comité était présent le 19 septembre 2019, à une journée de réflexion menée par l'Arrondissement, de concert avec la CDC de Rosemont et d'autres groupes des quartiers Rosemont et La Petite-Patrie, pour s'assurer que le logement ne soit pas oublié dans le plan d'action local en développement social. Les représentantEs des groupes présents ont identifié les enjeux liés au logement parmi les priorités d'action.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Deux débats électoraux ont eu lieu à l'automne 2019 dans le cadre des élections fédérales, soit un dans la circonscription Rosemont-La Petite-Patrie et un dans la circonscription de Hochelaga.

Le Comité a préparé des questions liées au logement pour les comités organisateurs. De plus, quelques membres se sont rencontrés en vue de discuter des sujets à aborder lors de ces débats et voir comment poser des questions. Puis, ces membres ont choisi de participer à l'un ou l'autre des débats.

RÈGLEMENT POUR UNE MÉTROPOLE MIXTE

Avant l'adoption du Règlement pour une métropole mixte, promesse électorale des éluEs de Projet Montréal qui prévoit l'inclusion de 20% de logements sociaux, 20% d'unités dites "abordables" et 20% de logements familiaux, une consultation publique a été menée. Le Comité, de concert avec le FRAPRU, ses groupes montréalais et d'autres alliés pour le droit au logement, y a participé. Il était important d'y faire valoir nos points de vue pour faire contrepoids aux pressions des lobbys de l'immobilier et exiger qu'on donne plus de place au logement social. Le Comité a soumis un mémoire pour l'occasion et participé à la séance d'audition du jeudi 24 octobre 2019.

AUTRES REPRÉSENTATIONS

Suite aux élections fédérales, le Comité logement a rencontré les deux élus fédéraux dont les circonscriptions couvrent le territoire du quartier, soit Alexandre Boulerice, député néo-démocrate de Rosemont – La Petite-Patrie, et Soraya Martinez Ferrada, députée libérale de Hochelaga.

Nous avons fait pression pour qu'Ottawa s'entende avec Québec pour le transfert des sommes prévues dans la Stratégie canadienne sur le logement, qui sont bloquées depuis son adoption. Ces deux députés ont reconnu que les sommes étaient mal investies et se sont engagés à défendre au Parlement l'idée que les sommes devraient être majoritairement dépensées pour le logement social et non pour le logement dit « abordable », dont plusieurs programmes favorisent l'accès à la propriété et excluent donc les ménages à faible revenu.

Nous avons également rencontré M. Vincent Marissal, député provincial de Rosemont, qui nous a signifié son soutien à la campagne locale du Comité et s'est engagé à être en contact avec la Société québécoise des infrastructures, gestionnaire du bâtiment de la CSDM que nous revendiquons pour du logement social et des projets collectifs.

SERVICE D'INFORMATION JURIDIQUE

HORAIRE ET RESSOURCES HUMAINES

Notre service d'information juridique a été disponible 28 heures par semaine, soit du lundi au jeudi de 9h à 12h et de 13h à 17h. Le travail a été assuré par un employé salarié du Comité logement, assisté d'un stagiaire de la Faculté de droit de l'Université de Montréal durant un trimestre et demi, le stage ayant été interrompu par les mesures de santé publique en raison de la pandémie de COVID-19.

NOMBRE ET TYPE D'INTERVENTIONS

Type d'interventions

Mise en demeure	75,7 %
Préparation à une audience	10,4 %
Recherche jurisprudence	7,5 %
Aide/formulaire/lettre type	4,6 %
Réponse au locateur	1,7 %

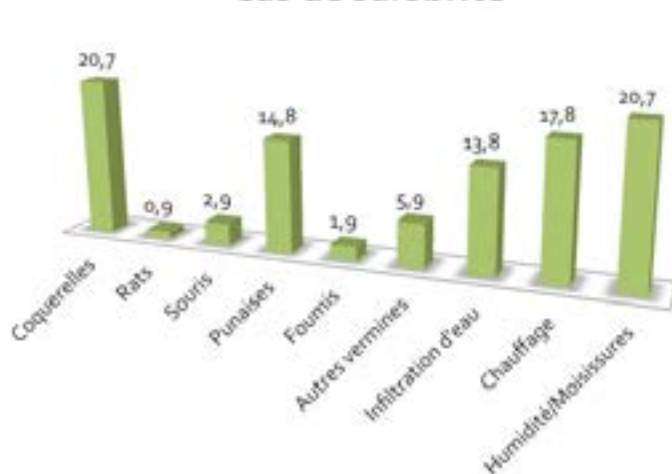
La porte d'entrée du service d'information juridique aux locataires est notre ligne téléphonique. Nous recevons des milliers d'appels annuellement spécifiquement pour des demandes d'informations sur les lois du logement, mais nous avons constaté une hausse marquée des appels en 2019-2020. Cette augmentation est due en grande partie par un nombre accru de référencement de locataires par la Régie du logement. À noter que 173 locataires se sont prévalus d'un rendez-vous personnalisé et que la rédaction d'une mise en demeure compte toujours pour la grande majorité des interventions à 75,7%. La préparation pour une audience à la Régie du logement représente 10,4% de l'achalandage. Les demandes de recherches jurisprudentielles (7,5%), de réponses à une

lettre du locateur (1,7%) ou d'aide à remplir des formulaires ou des lettres types (4,6%) constituent le reste des interventions. Nous avons également répondu à 69 demandes d'informations par courriel.

PROBLÈMES DE LOGEMENT DANS ROSEMONT

Depuis quelques années déjà, ce sont les cas liés à la salubrité des logements qui constituent la majorité des problèmes vécus par les locataires, et ce, dans une proportion de 41,7% en 2019-2020. Les demandes de réparation (23,1%), les litiges concernant le bruit excessif et l'incivilité (14%) ainsi que le harcèlement (11,5%) représentent également une part importante des interventions. Les autres problèmes sont très variés (demandes de résiliation, cessions et sous-location du bail, accès au logement par le locateur, fixation de loyer, etc.) et comptent pour 9,5% de l'achalandage.

Cas de salubrité



PROFIL DES USAGERS ET USAGÈRES

Comme vous le constaterez dans les tableaux statistiques, les locataires qui sont majoritaires à utiliser nos services sont nés au Québec (63,4%), vivent seuls (64,3%), sont employés salariés (50%), dans la tranche d'âge des 35 à 54 ans (46,5%) et ne sont pas éligibles à l'aide juridique dans une proportion de 67,3%.

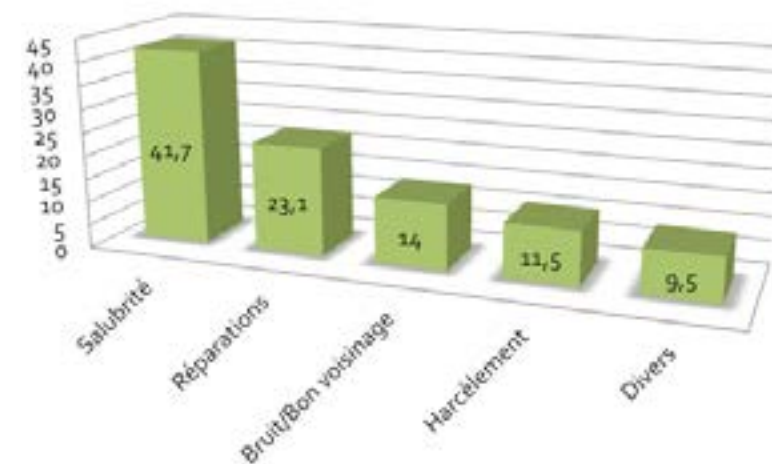
Profil socio-économique

Salarié	50 %
Sans emploi	25 %
Pensionné	24 %
Sans revenu	0,9 %

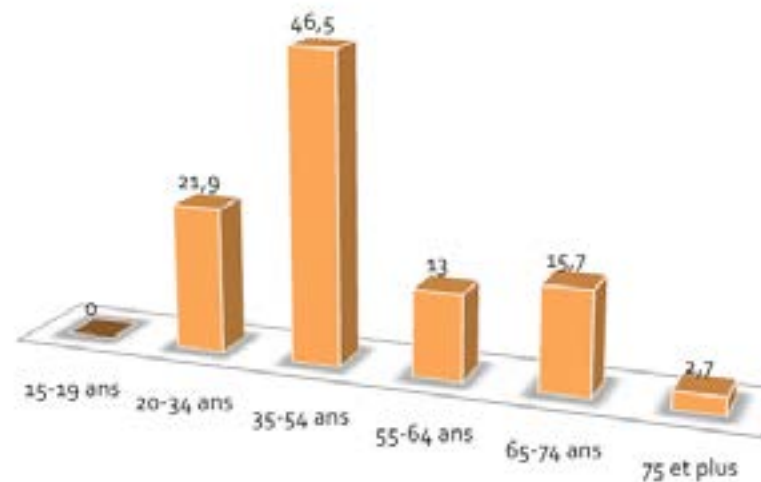
Profil des ménages

Femme seule	35,5 %
Homme seul	28,8 %
Couple	18,1 %
Famille monoparentale	10 %
Couple et enfant	7,3 %

Type de problèmes



Âge des locataires



Origines culturelles

Québec	63,4 %
Moyen-Orient	9,7 %
Amérique du Sud	7,4 %
Antilles	7,4 %
Europe	5,9 %
Afrique	5,2 %
Asie	0,7 %

DROIT AU MAINTIEN DANS LES LIEUX BAFOUÉ

Cette année est à marquer d'une pierre noire. Ce sont 44 ménages locataires de Rosemont qui nous ont signalé un avis de reprise de possession ou d'éviction pour agrandissement/subdivision de leur logement en 2019-2020, soit une augmentation de 66% par rapport à l'an dernier. Ajouté à cela, on nous a signalé 3 immeubles locatifs du quartier qui ont été achetés par des spéculateurs immobiliers dans le but d'en évincer les locataires, légalement ou non, afin de convertir les logements en copropriétés indivises ou en hébergements touristiques, ce qui représente 40 logements locatifs qui ne sont plus sur le marché.

FLAMBÉE DES LOYERS DANS ROSEMONT

Notre campagne « Oui, vous pouvez refuser une augmentation de loyer! » est plus que jamais une nécessité dans le quartier, non seulement en terme d'éducation populaire concernant un droit fondamental contractuel, mais également dans une perspective de lutte à la pauvreté puisque sur les 120 calculs d'augmentation de loyer effectués à la demande de locataires, 80 étaient abusives. Et si cette campagne n'avait pas été interrompue par la pandémie, il est manifeste que le nombre de calculs aurait été de beaucoup supérieur.

DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT SOCIAL

En matière de logement social, nous continuons d'avancer, mais pas aussi vite qu'on l'espérait. Il faut dire que les paramètres du programme AccèsLogis, dont les enveloppes n'avaient pas été indexées depuis 10 ans, ne permettaient pas de mener à terme les projets de logement social tant attendus dans le quartier. Des suites de plusieurs années de lutte, nous avons enfin réussi à obtenir une indexation des montants investis par unité, ainsi qu'une augmentation du nombre de logements subventionnables par projet. On ne peut cependant crier victoire, puisque le gouvernement ne s'est toujours pas engagé à faire plus que livrer les unités promises par les anciens gouvernements.

Cette année, nous avons donc poursuivi notre collaboration avec les projets du quartier, qui sont tous à des stades différents, soit les coopératives Rose-Main, Le Gorille et La Joie de Rosemont, ainsi qu'un OBNL d'habitation situé dans l'îlot central du Technopole Angus, en collaboration avec nos différents partenaires, dont les groupes membres de Bâtir Rosemont par l'innovation et la concertation. Nous nous attendons à ce que de nouveaux projets de logements sociaux naissent suite à l'adoption du Règlement pour une métropole mixte, aussi connu sous le nom de « Règlement 20-20-20 », dont l'adoption est prévue à l'été 2020. La Ville compte en effet forcer l'inclusion de 20% de logements sociaux et 20% de logements dits « abordables » par projet immobilier d'un certain nombre d'unités. C'est un pas dans la bonne direction, mais insuffisant par rapport aux besoins que nous identifions.

Le développement du logement social ne devant pas être à la remorque des développements immobiliers privés, le Comité logement Rosemont revendique 100% de logements sociaux et d'initiatives communautaires sur les sites publics ou à vocation sociale.

La réalisation de notre campagne entamée depuis la dernière assemblée générale annuelle, de concert avec l'implication des citoyenNEs et de nos partenaires devrait aboutir à la construction de nouvelles unités en coopérative ou OBNL d'habitation. Rappelons-nous que nos meilleurs gains ont été faits à travers la lutte!

PROJETS EN DÉVELOPPEMENT

PROJET BLOQUÉ

COOPÉRATIVE ROSE-MAIN : SITE RONA, GILFORD ET 2E AVENUE

Après plus d'un an d'attente, la saga du site Rona n'est toujours pas terminée. Ce projet de coopérative d'habitation familiale de 63 unités est bloqué depuis 2015 alors que la coopérative Rose-Main avait intenté un recours en justice pour obliger le promoteur Axxco-Angus à respecter l'offre d'achat. Le 31 juillet 2018, la coopérative gagnait sa cause en Cour supérieure et le 6 septembre 2018, le promoteur a fait appel de cette décision. Début 2020, la Cour a offert aux deux parties que l'appel soit révisé par un juge, mais le promoteur a refusé cette offre. La date de l'appel qui avait été fixée en mars 2020 a été remise à une date indéterminée.

PROJETS EN CONSTRUCTION

COOPÉRATIVE LA JOIE DE ROSEMONT, 5601 RUE BÉLANGER EST

L'ancienne clinique médicale, Domus Medica, est transformée en une coopérative grâce à la volonté de l'ancien propriétaire du bâtiment qui souhaitait y voir du logement social. C'est le GRT Groupe CDH qui mènera le projet à terme.

Il est prévu 55 unités réparties dans deux bâtiments, respectivement de 3 et 4 étages. Ce sera une coopérative familiale, en effet, on compte 19 logements de plus de 3 chambres à coucher et 18 logements de 2 chambres. Tous les logements du premier étage seront adaptables. L'ascenseur n'a malheureusement pas pu être sauvegardé. On compte aussi 13 espaces de stationnements pour les voitures, au sous-sol, et 55 pour les vélos.

L'assemblée de recrutement qui devait avoir lieu au printemps 2020 est reportée en raison de la crise sanitaire, mais le chantier ne devrait pas prendre trop de retard. La construction a commencé en automne dernier et la livraison est prévue pour le printemps 2021.

COOPÉRATIVE LE GORILLE, 5300 RUE MOLSON

La coopérative de 28 logements a obtenu son engagement définitif auprès de la Société d'habitation du Québec (SHQ) le 26 juin 2019. On se rappelle que c'est grâce à la vigilance et à la mobilisation du Comité et de ses membres que ce projet de logement social a vu le jour. Les travaux de construction de cette coopérative vont bon train. La majorité des ménages ont été sélectionnés à partir de la liste des requérantEs du Comité. Les membres se sont dotés de plusieurs comités de travail (conseil d'administration, sélection, secrétariat, bon voisinage, chantier et communications) pour mener à bien cette coopérative à la vue imprenable; elle est située au 7e étage de l'immeuble. Autre particularité du Gorille : elle est basée sur des principes d'écoresponsabilité et de féminisme. Tout le monde attend avec impatience la livraison qui est prévue pour l'été 2020.

OBNL D'HABITATION DE L'ÎLOT DU TECHNOPÔLE ANGUS

La Société de développement Angus (SDA) continue de développer l'ancien secteur industriel des « Shops Angus ». En conformité avec la stratégie d'inclusion de logements sociaux et abordables de l'Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie, 20% des unités du projet d'une quinzaine de bâtiments de 4 à 6 étages seront réservées au logement social. C'est à travers le BRIC que la réalisation de ces unités d'habitation, a été confiée à nos partenaires de Bâtir son quartier et de Loggia.

Les Habitations communautaires Loggia verront donc leur parc immobilier s'agrandir de 79 nouvelles unités à travers ce projet. La majorité des futurs locataires devrait être recrutéE à même la liste de requérantEs du Comité. Notons que dix unités seront réservées à des personnes avec une déficience intellectuelle référées par l'Association montréalaise pour la déficience intellectuelle (AMDI), partenaire du projet. La date de livraison est encore inconnue, mais on peut espérer une entrée en logement plus rapide que prévu puisque le projet se construit de façon autonome plutôt que « clé en main ». Le projet ne doit donc plus se conformer aux échéanciers de la SDA.

« DES LOGEMENTS CONÇUS POUR TOU.TE.S »

Répondant à l'appel d'Ex Aequo, organisme faisant la promotion et la défense des droits des personnes en situation de handicap, le Comité a participé le 9 octobre 2019 à un panel suivi d'ateliers de réflexion, avec le groupe de ressources techniques (GRT) Bâtir son quartier, Société logique ainsi que Pierre Richard, architecte spécialisé en accessibilité universelle. La journée de réflexion a

permis d'identifier les défis à l'inclusion des principes de ce concept dans les projets et de mettre de l'avant les bonnes pratiques dans le développement de l'habitation sociale et communautaire universellement accessible. Des partenaires de plusieurs milieux du monde de l'habitation sociale et communautaire étaient présentEs, dont plusieurs comités logement, des GRT, et des représentants d'OBNL d'habitation, de la Ville et de la SHQ.

PERSONNES REQUÉRANTES POUR UN LOGEMENT SOCIAL

Depuis plus de 15 ans, le Comité logement Rosemont inscrit les ménages intéressés à obtenir un logement social dans une base de données informatisée : La liste des requérantEs. Avant de procéder à l'inscription, l'organisme demande aux ménages de participer à une formation gratuite sur le logement social qui leur permet de mieux comprendre la conjoncture et de choisir le type de logement social qui répond à leurs besoins. Cette liste joue un rôle central dans la mission du Comité. En effet, les nouveaux projets de logements sociaux du quartier sélectionnent leurs locataires au sein de la liste des requérantEs. La base de données permet aussi d'avoir une bonne image des besoins en logement social du quartier, puisqu'elle est utilisée pour tirer des statistiques sur les ménages requérants. Ainsi, le Comité et le BRIC peuvent aligner leurs actions sur ces chiffres.

STATISTIQUES DU COMITÉ

REQUÊTES	Nombre
Requêtes actives	1303
Nouvelles requêtes	91

COMPOSITION DES MÉNAGES	Nombre	%
Personne seule	647	50%
Personne seule femme	478	74%
Couples sans enfants	70	5%
Familles monoparentales	276	21%
Avec femme chef de famille	241	87%
Avec 1 à 2 enfants	203	74%
Avec 3 enfants et plus	73	26%
Avec jeune(s) enfant(s) (4 ans et moins)	23	8%
Famille avec couples	273	21%
Avec 1 à 2 enfants	154	56%
Avec 3 enfants et plus	118	43%
Avec jeune(s) enfant(s) (4 ans et moins)	52	19%

STATISTIQUES DU COMITÉ, SUITE

TAUX D'EFFORT	Nombre	%
Taux d'effort supérieur ou égal 30 %	997	77%
Taux d'effort entre 30% et 49%	476	37%
Taux d'effort entre 50 % et 79%	357	27%
Taux d'effort supérieur ou égal 80 %	165	13%

BESOIN EN CHAMBRE À COUCHER	Nombre	%
1 chambre à coucher (c.c.)	735	56%
2 chambres à coucher (c.c.)	249	19%
3 chambres à coucher (c.c.)	182	14%
	dont 56 % vivent en surpopulation	
4 chambres à coucher (c.c.)	89	7%
	dont 97 % vivent en surpopulation	
5 c.c. et plus	41	3%
	dont 100 % vivent en surpopulation	

AUTRES

Besoins spéciaux	246	19%
État du logement : salubrité, vermine, travaux, etc.	670	51%
Requête avec au moins 1 personne de 65 ans et plus	410	35%

CONCERTATION LOCALE

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE ROSEMONT (CDC)



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Le Comité logement Rosemont était présent à l'assemblée générale annuelle de la Corporation de développement communautaire de Rosemont (CDC Rosemont), le 20 juin 2019. La CDC Rosemont est la table de concertation des organismes communautaires de Rosemont. Elle nous appuie dans notre travail quotidien. C'est aussi l'organisme qui administre le Centre Lapalme où le Comité est situé.

CONCERTO EXPRESSO

Tous les troisièmes mercredis du mois, la CDC rassemble les organismes du quartier tôt le matin afin d'échanger sur nos activités respectives à venir ou autres choses d'importances. Ce petit déjeuner de concertation est l'occasion de faire la promotion de nos activités par exemple notre campagne sur les terrains publics ou encore sur les hausses de loyer. Le Comité a participé à la majorité d'entre eux.

CLINIQUE D'IMPÔTS

Nous nous sommes impliqués dans l'organisation de la clinique d'impôt. En raison de la crise sanitaire, elle a été reportée à une date ultérieure.

DÉCIDER ROSEMONT ENSEMBLE (DRE)

Décider Rosemont Ensemble (DRE) est la démarche que la CDC s'est donnée pour mettre en commun et en action les décisions et/ou orientations prises au cours des dernières années. Le Resto Pop fait partie de ces actions. À l'occasion, des rencontres plus ou moins formelles sont organisées afin de partager l'évolution des projets ainsi que les objectifs.



RESTO POP

Le Resto Pop est un projet visant à mettre sur pied un resto à prix modique sur le modèle du Chic Resto Pop. Il y a eu quatre Resto Pop éphémères (donc pas permanent) auxquels le Comité a donné un coup de main à quelques reprises. Il s'agissait d'évaluer l'accueil d'un tel projet par les résidents du quartier. Ces Resto Pop éphémères ont servi jusqu'à 70 personnes. Une très belle réussite ! Le cinquième Resto Pop n'a pas eu lieu à cause de la COVID-19

Le Comité collabore au comité expérimentation afin de mieux peaufiner notre capacité à tenir une telle activité ainsi que l'intérêt de la population en générale et des personnes à plus faibles revenus en particulier.

Notons que quelques membres du Comité participent au Resto Pop sur une base personnelle.

PIC ET ESPACE 40E/BEAUBIEN

Rappelons que le Projet impact collectif (PIC), sous l'initiative de Centraide, vise à «Aller vers». C'est dans cet esprit qu'un local communautaire et citoyen a vu le jour dans l'est du quartier. Ce secteur étant moins bien desservi physiquement par le milieu communautaire, ce local permet d'avoir un contact plus direct avec la population. Cela permet aussi aux citoyens et citoyennes d'initier des projets en utilisant le local comme lieu de rencontre.



Le Comité a participé à quelques rencontres du PIC. L'organisme a animé un atelier et une soirée ciné-logement dans ce nouveau local citoyen. Le Comité a proposé une stratégie d'implication des organismes communautaires afin de maintenir une permanence dans le local, une proposition qui a été adoptée par les groupes du quartier.

BÂTIR ROSEMONT PAR L'INNOVATION ET LA CONCERTATION

Le BRIC est la Table de concertation en logement social du quartier. Elle regroupe des représentants des organismes suivants : la CDC de Rosemont, le Centre communautaire Petite-Côte, le CLSC de Rosemont, les Habitations communautaires Loggia, le Groupe de ressources techniques Bâtir son quartier et le Comité logement Rosemont. Le BRIC apporte son soutien aux nouveaux projets, reste à l'affût de terrains potentiels, veille à ce que les projets répondent vraiment aux besoins du quartier et s'assure que ceux-ci respectent les droits des locataires dans une perspective de lutte à la pauvreté. C'est également un lieu important d'échange d'information. Cette année, la Table a appris que le bâtiment logeant le Bingo situé au coin Lafond et Masson, véritable institution sociale de quartier, a été vendu. Le projet de développement de l'îlot central du Technopôle Angus mené par la Société de développement Angus (SAD) a pris beaucoup d'énergie aux membres de la Table, car les communications avec ce promoteur ne sont pas des plus simples. Le BRIC a également entrepris de se doter d'un nouveau plan d'action, un travail qui n'a pas abouti étant donné la pandémie. Le Comité a participé à sept rencontres du BRIC.

TABLE DE CONCERTATION SUR LE LOGEMENT

Le Comité logement Rosemont a participé à une rencontre, en juin 2019 de la Table de concertation sur le logement de l'Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie, pour faire part de ses commentaires sur le dépliant *Exigez un logement sain et sécuritaire*. Cet outil d'information est né des suites de plusieurs années d'échanges avec les différents acteurs de Rosemont – La Petite-Patrie qui interviennent en matière de salubrité des logements et de défense des droits. C'est une bonne entrée en matière pour tout ménage locataire qui souhaite se renseigner sur ses droits et sur les ressources existantes en matière de santé et de salubrité des logements.

HABITATIONS COMMUNAUTAIRES LOGGIA

Pour l'année 2019-2020, nous avons siégé à deux rencontres du Conseil d'administration (CA) des Habitations communautaires Loggia et été présents à leur assemblée générale annuelle de mai 2019. Nous avons aussi participé à une rencontre du Comité promoteur pour le projet de l'îlot central Angus, en juin 2019.



Conformément au plan d'action adopté en juin 2019, le Comité s'est retiré du CA. Le Comité avait participé à la fondation de cet OBNL d'habitation lors des luttes qu'il a mené pour obtenir du logement social sur les sites de l'ancien hôpital Bellechasse et du Centre Préfontaine. Nous continuons depuis à collaborer à travers la table de concertation en logement social, le BRIC.

DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS

REGROUPEMENTS NATIONAUX

REGROUPEMENT DES COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES DU QUÉBEC (RCLALQ)

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Ces réunions décisionnelles nationales qui se sont tenues le 16 mai 2019, les 18 et 19 septembre 2019 ainsi que le 29 janvier 2020 et auxquelles le Comité logement a participé ont permis au Regroupement de mettre sur pied la campagne « Justice pour les locataires! Réformons la Régie du logement ». Les circonstances étaient idéales puisqu'elle s'inscrivait dans le cadre du dépôt du projet de loi 16 par la ministre de l'Habitation visant à réformer cet organisme. Or, ce projet de loi ne règle en rien les graves dysfonctionnements de la Régie, mais de plus, il se propose même de judiciariser davantage la procédure du tribunal administratif, ayant pour conséquence de la complexifier pour les locataires devant se représenter seuls. Malgré une campagne soutenue et énergique du RCLALQ (dépôt d'un mémoire, publication d'un document de revendications, manifestations et actions, très grande visibilité sur les médias sociaux, appel aux éluEs de l'opposition, etc.), la ministre Laforest s'en est tenue à son projet de loi cosmétique qui a été adopté avec quelques amendements mineurs.

CAMPAGNE(S)

La campagne sur la réforme de la Régie du logement s'est maintenue. Elle porte six revendications pour un changement profond des opérations du tribunal administratif. La campagne a été réorientée à la suite du dépôt du projet de loi 16 (PL-16), une prétendue réforme du fonctionnement de la Régie.

Les groupes ont été invités à faire des photos avec leurs membres, de façon individuelle, avec une affichette réclamant plus de justice ou dénonçant certaines situations en regard de la Régie. Des dizaines de personnes du Comité se sont prêtées au jeu.

Dans le but d'accentuer les pressions pour améliorer le PL-16, qui propose essentiellement des changements cosmétiques, des occupations ou rassemblements ont été organisés le 5 novembre 2019. Une délégation de 10 personnes du Comité a participé à l'action qui s'est tenue devant et dans le bureau de comté du premier ministre, François Legault.

Enfin, nous avons réussi, grâce aux actions posées et aux diverses représentations du RCLALQ, à améliorer quelque peu le PL-16.

GROUPE DE MONTRÉAL

Cette instance rassemble les Comités logement montréalais membres du RCLALQ. Les sujets qui y sont discutés traitent de la réalité spécifiquement montréalaise du marché locatif, comme la lutte à l'insalubrité des logements et contre la gentrification des quartiers. Nous avons participé à trois réunions des groupes de Montréal en 2019-2020. Ces rencontres sont importantes puisqu'elles

permettent d'établir des constats et des revendications qui sont ensuite abordés lors des rencontres entre la permanence du Regroupement et les éluEs de la ville-centre et sa Direction de l'habitation.

COMITÉ MOBILISATION

Le comité mobilisation du RCLALQ représente l'instance où les groupes membres préparent les actions et le matériel de mobilisation afin de mettre en œuvre le plan d'action. Ce comité a permis de définir plusieurs détails concernant la poursuite de la campagne sur la Régie du logement: « Justice pour les locataires ! Réformons la Régie du logement ». Il a aussi travaillé à souligner les 40 ans de la Régie en lien avec la «réforme» adoptée par le Gouvernement du Québec à la fin de l'année 2019.

Le Comité logement participe activement à ce comité et prend des tâches concrètes lors de chaque réunion. Depuis septembre 2019, nous avons participé à quatre réunions du comité mobilisation.

JOURNÉE DES LOCATAIRES

Rendez-vous annuel incontournable et attendu des membres du Comité, le 24 avril 2019, Journée des locataires, a investi la capitale nationale. Quelques centaines de locataires de plusieurs régions du Québec ont manifesté dans les rues du Vieux-Québec pour revendiquer une véritable réforme de la Régie du logement, sous le thème « Justice pour les locataires : Réformons la Régie du logement ». Une bannière géante a été accrochée sur la porte de la place d'Youville, des prises de paroles, slogans et témoignages ont agrémenté la marche. Rappelons que plus de 200 organisations communautaires et syndicales ainsi que 7 500 citoyenNEs ont appuyé la réforme de la Régie revendiquée par le RCLALQ. Alors que la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, Andrée Laforest, déposait le très décevant projet de loi 16, les locataires dans la rue, ce 24 avril 2019, réclamaient une véritable réforme en profondeur du tribunal administratif.



ACTIONS ET ÉVÉNEMENTS

Outre les actions menées dans le cadre de la campagne sur la Régie, d'autres sujets ont attiré l'attention du RCLALQ et du comité de mobilisation.

La lutte contre la plateforme d'hébergement touristique Airbnb a conduit à l'organisation d'une manifestation créative et l'occupation d'un logement Airbnb illégal dans le quartier du Plateau Mont-Royal. Le Comité s'est impliqué dans l'animation théâtrale de cette activité et 14 militantEs étaient présentEs.

Mentionnons également la très belle mobilisation du 7 octobre en solidarité avec des locataires sur le point de se faire évincer par un promoteur immobilier à St-Hyacinthe.

La mobilisation s'est faite à la dernière minute, mais nous étions plus d'une centaine à être présentEs dont huit membres du Comité. (Lors de la caravane du FRAPRU, celle-ci s'est arrêtée à St-Hyacinthe et les personnes présentes nous ont reparlé de cette manifestation du 7 octobre. Ils et elles étaient très reconnaissantEs et «boostés»).

Le comité mobilisation a également organisé avec la permanence du RCLALQ une courte occupation et un rassemblement à la Régie du logement de Longueuil dans le cadre de l'action annuelle sur le contrôle des loyers. Malgré le temps très froid, huit membres du Comité ont manifesté en compagnie de près d'une centaine de personnes, dont plusieurs de la Rive-Sud.



ACTIONS ET ÉVÉNEMENTS

4 avril 2019	Conférence de presse	1 personne
24 avril 2019	Journée des locataires - Québec	16 personnes
9 mai 2019	Action : Dévalisons Airbnb	14 personnes
7 octobre 2019	Solidarité avec les évincés de Saint-Hyacinthe	8 personnes
5 novembre 2019	Contre le PL-16	10 personnes
21 janvier 2020	Pour le Contrôle des loyers - Longueuil	8 personnes



FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN (FRAPRU)

Le Comité logement Rosemont est un membre actif du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), regroupement qui porte nos revendications en matière de logement social, de lutte à la pauvreté et de droits sociaux. Le FRAPRU a une vie associative importante, avec plusieurs rencontres par années. En plus du congrès et des assemblées générales de positionnement, il est animé de plusieurs comités et sous-groupes, dont la table des Groupes de Montréal du FRAPRU.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Le Comité logement a été présent à toutes les assemblées générales du FRAPRU cette année, soit en septembre 2019, novembre 2019 et janvier 2020. Cette année, deux décisions importantes ont été prises en assemblée générale : une déclaration revendiquant l'accès au logement social pour toutes et tous peu importe le statut migratoire et l'organisation d'un camp universellement accessible dans la région de Montréal pour le printemps 2021. Notons toutefois que l'AG prévue en mars 2020 a été

annulée en raison de la crise sanitaire. Le Comité favorise toujours la présence de membres et de militantEs au sein de ses délégations. Les assemblées générales n'étaient pas une exception. C'est lors des assemblées générales qu'on précise comment nous appliquerons le plan d'action adopté au Congrès.

CONGRÈS



Le Comité a envoyé une délégation de 3 personnes au 39e Congrès annuel du FRAPRU, tenu les 7-8-9 juin 2019 à l'Université Bishop's à Lennoxville. Le Congrès est un moment important puisqu'il réunit l'ensemble des groupes membres du FRAPRU à travers le Québec et permet de déterminer nos priorités pour les années à venir et de développer un plan d'action. Il a été décidé de continuer à

mettre l'accent sur l'obtention, dans le budget provincial, d'engagements pour de nouvelles unités de logement social. La campagne « Pour du logement social maintenant! » a donc été adoptée en ce sens et s'étendra sur deux ans. Des résolutions ont aussi été adoptées en lien avec les enjeux climatiques, qui affectent plus durement les ménages les plus pauvres.

CAMPAGNE(S)

Avec la nouvelle campagne « Pour du logement social maintenant ! », les comités logement du Québec veulent réaliser cinq objectifs parmi lesquels: obtenir des investissements conséquents dans le développement de nouveaux projets d'habitation sociale; obtenir des sommes nécessaires pour la réalisation de la totalité des logements sociaux programmés, remettre de l'avant la socialisation du parc locatif. Ces organismes entendent également obtenir dès le prochain budget une nouvelle programmation d'AccèsLogis. Dans le cadre de cette campagne, des caravanes sillonnant le Québec ont été organisées pendant la première semaine de février 2020. Pendant trois jours, elles ont visité 20 bureaux de ministres du gouvernement Legault pour revendiquer les investissements nécessaires dans le logement social. Un membre de l'équipe de travail et deux membres du Comité ont participé à ces caravanes qui ont convergé sur Québec pour une manifestation nationale le 7 février. Malheureusement, la « pire tempête de neige » de l'hiver 2020 a bloqué les manifestantEs à Montréal. Elles et ils se sont réunies au Centre Lapalme avant d'improviser un rassemblement devant le bureau de François Legault au centre-ville de Montréal.



Les autres activités prévues dans le cadre de cette campagne au printemps 2020 ont dû être annulées à cause des mesures d'urgence sanitaires.

GROUPES DE MONTRÉAL

La table des groupes de Montréal du FRAPRU permet aux différents groupes membres et sympathisants du territoire montréalais de se concerter sur les actions communes à mener, sur les revendications à porter face à la Ville et les arrondissements, et de partager des informations d'un

Comité logement à l'autre. La lutte contre la gentrification est au coeur des actions des groupes qui ont finalisé une bande dessinée d'éducation populaire sur ce thème, déjà publiée à des milliers d'exemplaires. Le Grand dîner des évincés organisé au mois de juin dans Côtes-des-Neiges illustre, quant à lui, de manière théâtrale la spéculation immobilière et le fléau des «rénovictions». Il y a eu cette année six rencontres régulières et plusieurs autres réunions de sous groupes de travail.

ACTIONS ET ÉVÉNEMENTS



4 avril 2019	Action antigentrification - POPIR	2 personnes
6 avril 2019	Manifestation : Un logement pour toutes et tous	13 personnes
22 mai 2019	Action : BBQ antigentrification	75 personnes
15 juin 2019	Action : Le grand dîner des évincés	11 personnes
27 septembre 2019	Manifestation : Grève mondiale pour le climat	25 personnes
15 octobre 2019	Manifestation : Terrain fédéral du bassin Peel - RIL	10 personnes
17 octobre 2019	Tintamarre accueil Trudeau	11 personnes
10 décembre 2019	Manifestation : Crise du logement et itinérance - Ottawa	14 personnes
5 février 2020	Caravane : Pour du logement social maintenant	3 personnes
7 février 2020	Manifestation nationale : Pour du logement social maintenant	15 personnes



FRAPCLALQ FEMMES

Depuis 2018, les comités femmes de nos deux regroupements ont décidé de rallier leurs forces et d'organiser conjointement une activité sur le thème « Femmes et logement » revendiquant 50 000 logements sociaux en 5 ans et le contrôle universel et obligatoire des loyers. Les participantes se sont entendues sur un outil d'éducation populaire itinérant mettant de l'avant la plus grande précarité des femmes locataires et dénonçant la recrudescence des cas de discriminations en situation de pénurie de logements.

Une quarantaine de filles et femmes ont créé un jeu serpents et échelles grandeur nature intitulé «Femmes et logement : un jeu pas gagnant!» à animer, entre autres, dans des centres d'achats. Une version jeu de table était également disponible. La Fédération des maisons d'hébergement pour femmes (FMHF), le Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale (RMFVVC) et l'R des centres de Femmes ont uni leur voix à la nôtre. Sur les cinq dates d'activités prévues dans plusieurs régions tout au long du mois de mars, une seule a eu lieu à Sherbrooke le 8 mars. Elle a remporté un franc succès. La pandémie de la COVID-19 a chamboulé le cours des choses. Le FRAPCLALQ Femmes s'est réuni six fois.



AUTRES LUTTES SOCIALES

Comme organisme de défense collective des droits, le Comité est amené à se positionner et à appuyer différentes luttes visant une plus grande justice sociale, l'amélioration des conditions de vie d'une partie de la population et l'amélioration du financement des organismes communautaires qui défendent et représentent les populations vulnérables.

REGROUPEMENT DES ORGANISMES EN DÉFENSES DES DROITS

L'année 2019-2020 a été une année où l'enveloppe budgétaire des organismes en défenses collectives des droits a été améliorée de façon importante. Certes, pour plusieurs ce n'est pas suffisant, mais notons quand même l'amélioration.

Comme tous gains qui se font, celui-ci est le fruit de plusieurs années de luttes. De manifestations en passant par des journées de «grève», le milieu communautaire en générale et les groupes en défenses des droits en particulier peuvent être fiers des résultats.

L'année a également été marquée par un brassage au niveau de la structure de représentation. À la suite d'un sondage mené par le Regroupement des organismes en défenses collectives des droits (RODCD), la majorité des groupes de base ont opté pour une représentation de l'ensemble des organismes (local, régional et national) au sein du RODCD.

COLLECTIF DE RECHERCHE ET D'ACTION SUR L'HABITAT (CRACH)

Comme indiqué dans le plan d'action du Comité, celui-ci a réduit son implication au sein de ce collectif de recherche. Le Comité a participé à l'AGA du collectif et s'est tenu au courant de toutes les activités.

ADHÉSIONS

Depuis de nombreuses années, le Comité est membre de la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP). Cette table fait la promotion de l'avancement des droits sociaux de la population de Montréal et, plus particulièrement, l'amélioration des conditions de vie et de travail des populations socialement, économiquement ou culturellement défavorisées.

Cette année, l'organisme est devenu membre de la Ligue des droits et libertés (LDL), un organisme qui vise à faire connaître, à défendre et à promouvoir l'universalité, l'indivisibilité et l'interdépendance des droits reconnus dans la Charte internationale des droits de l'Homme.

AUTRES ÉVÈNEMENTS



2 octobre 2019	Marche de parapluies - Centraide	5 personnes
23 octobre 2019	Manifestation FRACA	2 personnes

APPUIS

La solidarité est notre force. Chaque année, le Comité appuie plusieurs campagnes et luttes pour la justice sociale. Voici une liste non exhaustive de ces appuis en 2019-2020 :

25 avril 2019 : Signature d'une lettre ouverte s'adressant au ministre Jean Boulet concernant la répartition à venir du 9, M\$ du SACAIS.

29 avril 2019 : Signature de la Déclaration commune pour des dîners universels dans les écoles – Action Gardien Pointe-St-Charles et Solidarité St-Henri

23 mai 2019 : Signature de déclaration contre la nouvelle prison pour migrantEs – Solidarité Sans Frontières

23 mai 2019 : Pétition pour la sauvegarde de l'ancien Institut des Sourdes-Muettes – Comité logement du Plateau Mont-Royal

17 juin 2019 : Appui d'une Déclaration pour un registre public des loyers – Initiative d'un groupe citoyen de Villeray

23 septembre 2019 : Envoi d'une lettre à la ministre de la Sécurité publique sur le Bureau d'enquêtes indépendantes – Ligue des droits et libertés

1er octobre 2019 : Signature de la déclaration « Ensemble contre la gentrification à Parc-Extension » - Comité d'action de Parc-Extension

29 octobre 2019 : Lettres aux ministres Laforest et Girard sur le budget du 7 novembre – FRAPRU

20 novembre 2019 : Appui à la campagne « Pour des logements impeccables » - Infologis de l'Est de l'île de Montréal

21 novembre 2019 : Appui « Une assurance médicaments publique et universelle » – Union des consommateurs

19 mars 2020 : Appui au Front commun des personnes assistées sociales du Québec pour réclamer que des mesures supplémentaires soient prises pour aider les ménages sans-emploi ou sur l'aide sociale

Au 31 mars 2020, le Comité logement comptait 376 membres en règle. Les membres habitant dans le quartier, les membres ditEs réguliers/régulières, sont au nombre de 255 et les membres sympathisantEs, qui résident hors du secteur Rosemont, sont 121.

Le Comité a effectué deux campagnes de renouvellement : le 1er août 2019 et le 22 janvier 2020

PORTRAIT DES MEMBRES 2019-2020

Nouveaux membres	76	
Renouvellements	72	
Membres avec requête	259	70%
Membres 65 ans et plus	174	46%
Membres 70 ans et plus	108	29%
Membres femmes	267	71%
Membres avec un taux d'effort de 30 % et plus	226	60%
Communication par courriel	137	35%



ACCUEIL DES NOUVELLES ET NOUVEAUX MEMBRES

L'assemblée générale de juin 2019, il a adopté de tenir deux rencontres pour les nouvelles et nouveaux membres. L'équipe du Comité logement ayant été très sollicitée à travers l'été et l'automne dernier, il était difficile de trouver un temps pour monter la formation, retravailler le « Baux fixes des nouvelles et nouveaux membres » et intégrer la session d'accueil à notre calendrier.

L'ensemble des personnes qui ont signé leur carte depuis janvier 2019, soit 90 membres, a été invité pour une rencontre d'accueil tenue le 11 mars. Une vingtaine de personnes se sont présentées et ont pu apprendre sur l'histoire du Comité, ses activités et les lieux possibles d'implication en tant que militantE et bénévole. Le « Baux fixes des nouvelles et nouveaux membres » fraîchement révisé a été distribué pour l'occasion.

MILITANTES ET LES BÉNÉVOLES

RECONNAISSANCE



Si le Comité logement Rosemont existe depuis maintenant plus de quarante ans, c'est bien grâce à ses membres. Des membres qui font preuve d'un engagement inspirant, créatif, dynamique et déterminé pour réaliser la mission de l'organisme : améliorer les conditions de vie des locataires de Rosemont. Merci aux militantEs qui descendent dans les rues, qui coorganisent des activités, qui représentent le Comité, qui participent à la vie démocratique de l'organisme. Merci aux bénévoles qui concoctent les repas, qui font les appels téléphoniques et les envois postaux, qui créent du matériel de revendication. Merci à vous !

SOUTIEN À LA PARTICIPATION

Le soutien à la mobilisation est un élément crucial du plan d'action adopté chaque année en assemblée générale annuelle. Il s'agit tout simplement de faciliter la participation des membres aux activités de l'organisme qui pour ce faire offre billets d'autobus, repas, collations et service de gardiennage.

ACTIVITÉS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE (AGA)

Plus de cinquante membres ont participé à l'Assemblée générale annuelle du Comité logement Rosemont, le 13 juin 2019. Avant de se retrousser les manches, les participantEs ont eu le temps de (re)découvrir les affiches et des photos de toutes les activités de l'année écoulée qui décoraient la salle. Elles et ils se sont régalés d'un buffet commandé dans une entreprise d'insertion sociale et professionnelle à but non lucratif du quartier Rosemont.



Cette rencontre annuelle fondamentale à la vie démocratique du Comité était animée par Émilie Joly, permanente du FRAPRU. Les membres de l'équipe de travail ont tout d'abord présenté les points saillants du rapport d'activités 2018-2019, un document de 36 pages imprimé en couleurs depuis maintenant deux ans. Puis, le conseil d'administration et l'équipe ont soumis le plan d'action 2019-2020 à l'assemblée. Nous avons donc collectivement adopté une nouvelle priorité de l'année : une campagne revendiquant 100 % de

logements sociaux et de projets communautaires sur un terrain public du quartier, un projet qui nous l'espérons unira les membres du Comité, les résidentEs et les groupes communautaires du quartier dans une lutte commune pour l'amélioration des conditions de vie des ménages locataires rosemontois.

ASSEMBLÉE LOGEMENT

En 2019-2020 il y a eu 5 assemblées logement. Ces réunions mensuelles font partie des traditions du Comité. Rassemblés autour d'un bon repas, ces assemblées sont l'occasion pour les membres et l'équipe de travail de se rencontrer et d'échanger. C'est aussi un lieu privilégié pour s'informer des activités et des mobilisations à venir.

À chaque assemblée une présentation est donnée sur un enjeu social ou politique en lien avec notre mission d'éducation populaire. Voici les thématiques qui ont fait l'objet d'une assemblée en 2019-2020 :

Avril 2019	FRAPRU	26 personnes
Octobre 2019	La politique d'inclusion de la Ville de Montréal	27 personnes
Novembre 2019	Lancement local de la nouvelle campagne du FRAPRU Pour du logement social maintenant !-FRAPRU	32 personnes
Janvier 2020	CDC –présentation du projet Resto Pop et du local communautaire dans l'est (Espace 40ième/Beaubien)-CDC Rosemont	34 personnes
Février 2020	Logement et urgences climatiques – FRAPRU	48 personnes

En raison de la COVID-19, les assemblées logement de mars et avril 2020, avec respectivement pour invités le RCLALQ et la Ligue des droits et libertés, ont dû être annulées.

TABLE DES REQUÉRANTES

La Table des requérantEs (TDR) est une rencontre régulière des membres requérants du Comité logement Rosemont. C'est le moment où on peut s'informer sur les dernières nouvelles dans le développement de logement social dans le quartier, ainsi que sur des enjeux liés au droit au logement. Nous intégrons souvent des sujets thématiques aux rencontres en plus de distribuer l'information sur les projets en cours de réalisation et d'annoncer les événements et mobilisations à venir. Nous avons aussi intégré un point statutaire sur la campagne pour des terrains 100% collectifs.

Cette année, le Comité a tenu quatre rencontres. La rencontre du 9 avril 2019 a permis aux membres du Comité de s'informer sur les budgets provincial et fédéral, et la place réservée au logement social dans chacun. Inutile de dire que ces budgets étaient décevants. Québec ne promet rien de plus que ce qui était déjà promis par l'ancien gouvernement et Ottawa met l'accent sur le logement « abordable » privé. Le 8 octobre, nous avons parlé des engagements de chaque partie en vue des élections fédérales et des gains obtenus dans le programme AccèsLogis. Le 12 novembre, une présentation a été faite à nos membres sur le projet de Règlement pour une métropole mixte de la Ville de Montréal et une discussion s'en est suivie sur le sujet. Un maigre 20% d'unités de logement social, c'est insuffisant par

rapport à l'ampleur des besoins! Le développement du logement social ne doit pas être à la remorque des développements privés. Finalement, le 11 février 2020, l'accent était mis sur la crise du logement qui sévit présentement et les données qui sont sorties du dernier rapport sur le marché locatif de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

FÊTE DE FIN D'ANNÉE

De temps en temps, il est important de tout simplement prendre le temps de socialiser. C'est ce que la communauté du Comité logement fait lors de sa Fête de fin d'année. Le 12 décembre plus de cinquante personnes étaient présentes pour déguster les plats préparés par l'équipe de travail et les tourtes, tourtières et pâtés au saumon commandés auprès d'une coopérative de travail et dont on se souviendra longtemps.

Dans une ambiance conviviale, nous avons porté un toast à l'année écoulée et à l'année à venir. Et c'est dans la joie et la bonne humeur que le bal a été ouvert par le président du conseil d'administration et sa conjointe.

CINÉ-LOGEMENT

Ces rencontres ponctuelles sont l'occasion de projeter des documentaires, reportages et fictions. Cette année, nous avons tenu deux rencontres ciné-logement, soit une le 1er août à l'Espace 40e/Beaubien et une le 4 décembre, au Centre Lapalme. Notre première soirée de projection de l'année a rassemblé une quinzaine de participantEs et la deuxième près de 20 personnes. Ces soirées ont permis de rejoindre à chaque occasion des non-membres qui ont entendu parler des événements par l'affichage dans la rue et les réseaux sociaux.



ATELIERS CRÉATIFS

Les ateliers créatifs engagés sont devenus une activité régulière du Comité. Allier créativité et militantisme est un outil valorisant d'éducation populaire très apprécié des membres du Comité. Les participantEs conçoivent bannières, pancartes, slogans, chansons, etc. dans une ambiance amicale, parfois avec d'autres membres de comités logement et en partageant un repas. Cette année, il y a eu quatre ateliers qui ont mobilisé plus de 20 membres du Comité.

4 mai création d'un quartier gentrifié pour Le grand dîner des évincéEs du 15 juin

26 septembre , création de pancartes pour la marche pour le climat du 27 septembre

7 novembre ,création d'une bannière, de pancartes et de slogans pour la Tournée en autobus

22 février , création d'un jeu grandeur nature Femmes et logement : un jeu pas gagnant !

ÉQUIPE DU COMITÉ

COGESTION

En 2018, les membres de l'équipe de travail et du CA ont opté pour une transition vers un autre mode de gestion interne : la cogestion. C'est un modèle utilisé par plusieurs groupes communautaires. Il vise le partage du pouvoir, des prises de décisions et des responsabilités entre l'équipe de travail et le conseil d'administration. Les responsabilités propres à la coordination ont été redistribuées entre les membres de l'équipe. Les membres du CA et de l'équipe ont travaillé toute l'année en étroite collaboration. L'équipe et le CA sont accompagnés dans leurs démarches par le Centre de formation populaire de Montréal. La coopération entre les membres de l'équipe et le CA a été très fructueuse : le Comité s'est doté d'une politique des membres. Trois comités de travail conjoints ont travaillé sur la révision des règlements généraux, la mise à jour des critères de la liste des requérantEs et l'amélioration de la politique des conditions de travail. Les résultats de ces travaux seront présentés en assemblée générale des membres.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Trois nouvelles personnes ont été élues par acclamation au conseil d'administration du Comité lors de l'AGA de juin 2019. Nous souhaitons la bienvenue à Marie-Rose Gilles, François Saillant et Marilène Berthiaume. Deux administrateurs entament la seconde année de leur mandat de deux ans, il s'agit de Louis-Alexandre Hébert-Gosselin et de Jean Gosselin. L'administratrice issue de l'équipe de travail reste Caroline Magnier. Nous en profitons pour remercier les membres sortantEs pour leur engagement et leur précieux travail : Diane Bougie et René Anctil

Conseil d'administration 2019-2020

François Saillant, président

Jean Gosselin, vice-président

Louis-Alexandre Hébert-Gosselin, secrétaire

Marie-Rose Gilles, trésorière

Marilène Berthiaume, administratrice

Caroline Magnier, administratrice issue de l'équipe de travail

ÉQUIPE DE TRAVAIL

Départ, retour et arrivée : une chose est sûre, l'équipe du Comité logement est mouvementée. Notre collègue Alice Châtel nous a temporairement quittés pour donner naissance au petit Basile. C'est Jean-Claude Laporte qui la remplace pour la deuxième fois le temps de son congé maternité.

Cette année, le Comité logement Rosemont a embauché une nouvelle personne à l'accueil, Madelaine Dubois. Le poste est financé pour un an grâce à l'apport de Centraide. Durant l'été, deux étudiantes, dont une ancienne stagiaire en droit de l'organisme, ont travaillé dans l'organisme pour le cadre du programme Emploi d'été Canada.

Éric Locas, responsable du service aux locataires
Caroline Magnier, organisatrice communautaire
Alice Châtel, organisatrice communautaire
Arnaud Duplessis-Lalonde, organisateur communautaire
Jean-Claude Laporte, organisateur communautaire
Hubert Pineault, agent à l'accueil
Madelaine Dubois, agente à l'accueil et de liaison
Alexendra Caron-Godin, intervenante communautaire
Marily Comtois, intervenant communautaire

STAGIAIRES

Dans le cadre du stage en milieu communautaire du Bureau des services juridiques de la Faculté de droit de l'Université de Montréal, nous avons accueilli Mathieu Longval pour une immersion en droit du logement. Il a rejoint notre équipe durant un trimestre et demi à raison d'une journée par semaine et malgré son stage interrompu en raison de la pandémie, ce fut une réussite complète.

COVID-19

Évidemment, la pandémie de la COVID-19 et les mesures sanitaires d'urgence ont bouleversé la vie du Comité logement Rosemont. Même si certaines des informations ci-dessous vont au-delà du 31 mars 2020, il est important de communiquer les premiers gestes entrepris par l'équipe du Comité face à cette crise sans précédent. Le jour de la fermeture totale du Centre Lapalme, soit le 23 mars 2020, une lettre a été envoyée à tous les membres pour les informer de la situation. L'équipe s'est mise en mode télétravail et n'a jamais cessé de donner un service de base et de répondre aux messages de la boîte vocale, courriel et via Facebook. Les membres ont été contactés par téléphone. Le travail de l'équipe et du CA s'est poursuivi à distance. Un compte-rendu détaillé fera partie du prochain rapport d'activités.

NOUVEAU FINANCEMENT

SACAIS

Comme mentionné dans la section Autres luttes sociales, le Comité a eu deux fois des bonifications de son financement de la part du SACAIS. Il faut le souligner, les pressions menées depuis plusieurs années ont fini par payer, c'est le cas de le dire. Évidemment, ces montants d'argent non prévus ont eu un effet direct sur notre budget (voir bilan financier 2019-2020). Avec ce budget augmenté, le Comité pourra améliorer son parc informatique et aussi avoir une certaine marge de manœuvre. Cette dernière fera l'objet d'une évaluation de la part du CA et de l'équipe de travail afin que le Comité en profite selon ses priorités de travail.

CENTRAIDE

Depuis 1981 le Comité logement Rosemont est financé par Centraide qui est le plus important bailleur de fonds à la mission de l'organisme. Depuis plus de 10 ans, le Comité demande un financement supplémentaire pour embaucher une personne à l'accueil, un poste névralgique qui demanderait une belle stabilité. Cette année, nous avons reçu la visite de notre agente de Centraide dans nos bureaux et nous nous sommes rencontrés dans leurs bureaux avec d'autres représentantEs du communautaire de Rosemont. Un membre de l'équipe de travail a animé une présentation expliquant les impacts positifs du financement de Centraide auprès d'un groupe de donateurs. Nous avons également participé à la marche des parapluies organisée le 2 octobre 2019. Notre persévérance, notre implication avec le Projet impact collectif dans l'est de Rosemont et notre travail de défense collective des droits des locataires ont enfin abouti à un financement additionnel et ponctuel de 50 000 \$.

ANNEXE SIGLES ET ACRONYMES

AGA	Assemblée générale annuelle
AIRBNB	Plateforme électronique d'hébergement touristique
BRIC	Bâtir Rosemont par l'innovation et la concertation
BSQ	Bâtir son quartier
CA	Conseil d'administration
CDC	Corporation de développement communautaire
CDH	Conseil en Développement de l'Habitation
CIUSSS	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
COCO	Comité de coordination
CRACH	Collectif de Recherche et d'Action sur l'Habitat
CSSS	Centres de santé et de services sociaux
DRE	Décider Rosemont ensemble
FRAPRU	Front d'action populaire en réaménagement urbain
GRT	Groupe de ressources techniques
OBNL	Organisme à but non lucratif
PIC	Projet impact collectif
RCLALQ	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
RODCD	Regroupement des organismes en défense collective des droits
SACAIS	Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
SDA	Société de développement Angus
TDR	Table des requérants
TROVEP	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal
UdEM	Université de Montréal

**UN TOIT POUR
TOUT LE MONDE !**